

Un film met la ministre Agnès Pannier-Runacher face à ses laissés-pour-compte

PAR NICOLAS CHEVIRON
ARTICLE PUBLIÉ LE JEUDI 16 DÉCEMBRE 2021



Projection du documentaire « Le ministère » devant les ex-salariés de la SAM. © Photo Nicolas Cheviron pour Mediapart

La projection du documentaire « Le ministère », mercredi à la fonderie automobile SAM à Decazeville, a été l'occasion pour les 333 ouvriers du site de faire connaissance avec la ministre déléguée à l'industrie, qui n'a pas su empêcher la fermeture de leur usine, voulue par Renault.

Viviez-Decazeville (Aveyron). – Pendant une heure, mercredi 15 décembre, la ministre déléguée chargée de l'industrie, Agnès Pannier-Runacher, s'est enfin retrouvée nez à nez avec les ouvriers de la Société aveyronnaise de métallurgie (SAM). Ce dont elle n'avait pas eu l'occasion en trois cents jours de conflit social pour essayer de sauver cette fonderie de pièces automobiles employant 333 ouvriers dans le nord-ouest de l'Aveyron.

Le combat n'a pas empêché la **liquidation judiciaire** et la cessation de l'activité du site, prononcées le 27 novembre par le tribunal de commerce de Toulouse, et la ministre n'a pas vraiment trouvé le chemin de la vallée de Decazeville.

Mais la diffusion, dans un atelier aux machines désormais muettes, du documentaire *Le ministère*, d'Hélène Desplanques, a permis aux employés occupant l'usine, dont certains avaient reçu leur lettre de licenciement le matin même, de faire connaissance sur un écran avec la figure de proue de la toute théorique « *reconquête industrielle* » prônée par Emmanuel Macron.

Entre février 2020 et le début de l'automne 2021, la réalisatrice – qui s'était fait connaître quinze ans plus tôt avec *Liquidation totale*, un documentaire sur la lutte des ouvrières du fabricant de valises Samsonite à Hénin-Beaumont (Pas-de-Calais) – a suivi pas à pas Agnès Pannier-Runacher, de réunion de travail en déplacement sur des sites en difficulté, d'intervention télévisée en visioconférence.

Le résultat de cette immersion rare dans les coulisses de Bercy est un constat sobre, sans commentaire (ni voix *off* dans la version de projection), mais éloquent : une à une, les usines visitées par l'énarque, qui affirmait vouloir faire de son ministère celui « *dessolutions* », ferment (Bridgestone à Béthune, Pas-de-Calais ; Fonderies du Poitou Fonte à Châtelleraut, Vienne...) ou sont largement amputées de leurs emplois : 750 sur 1 250 **chez Bosch à Rodez** (Aveyron).

Dans l'atelier de la SAM, les quelque soixante-dix ouvriers présents, certains avec leurs enfants, suivent en silence, attentifs, les déambulations de la ministre « *libérale de gauche* », comme elle se définit. Mais la colère n'est pas loin. Elle se libère une première fois en une salve d'applaudissements rageurs quand Pannier-Runacher est prise à partie à Rodez par des salariés de Bosch dénonçant la « *trahison* » d'un « *gouvernement de merde* », qui « *pay[e] des employeurs pour qu'ils suppriment des emplois* ».

Elle éclate lors du débat qui suit la projection. « *Si l'un de nous prend un revolver et se tire une balle, elle ira pleurer sur les plateaux de télé, mais le soir même elle en rira* », s'énerve un spectateur. « *Elle savait ce qui allait arriver, mais elle n'a rien fait, accuse une ouvrière. Ils n'ont rien compris à la douleur de perdre son job après trente ans de boîte.* »

À l'émotion succède cependant la réflexion. Le documentaire a capté en direct la présentation à la ministre du rapport du cabinet Roland Berger sur l'avenir de la fonderie française. Le verdict est sévère : les experts promettent, moyennant des « *sacrifices* », un avenir pour le secteur aluminium, mais la déchéance pour le secteur fonte. Des milliers d'emplois **semblent condamnés**.

Le dirigeant de Renault n'apparaît pas à l'écran

« Nous, on pensait être du bon côté. On est sur l'alu alors que c'est la fonte qui est montrée comme un truc du passé. On avait pris le virage des moteurs hybrides et électriques. Bref, on cochait toutes les cases de l'entreprise viable », commente Jean-Luc Fabre, ouvrier de maintenance depuis vingt-cinq ans. Cela n'empêchera pas Renault, client unique de la SAM, de refuser, en novembre, de soutenir un ultime projet de reprise de l'usine.



Projection du documentaire « Le ministère » devant les ex-salariés de la SAM, qui occupent l'usine. © Photo Nicolas Cheviron pour Mediapart

« Renault a préféré tout délocaliser en Espagne et a donné tous nos marchés à la firme CIE », maugrée Pascal Bourdon, qui, en vingt-trois ans, dit avoir occupé tous les postes dans l'usine, à part celui de directeur. « On a développé le moule, on l'a mis en production et maintenant ce sont les Espagnols qui récupèrent tout. Et nous, à la trappe. »

« C'est malheureusement le sens de l'histoire », entend-on affirmer le directeur général de Renault, Luca de Meo, dans un emprunt sonore à France Inter. « Notre outil de production est trop petit, trop dépassé », lui répond dans un bel ensemble le ministre de l'économie et des finances Bruno Le Maire.

Le dirigeant de Renault n'apparaît cependant pas à l'écran ni aucun de ses pairs. « Le moment où on me disait que je ne pouvais pas filmer, c'est quand les grands patrons venaient à Bercy », explique Hélène Desplanques. C'est dans ces séances à huis clos que s'est vraisemblablement joué le destin des Fonderies du Poitou ou de la SAM. Comment expliquer autrement le revirement d'un ministre, d'abord prêt à soutenir à hauteur de 5,5 millions d'euros la reprise de la fonderie aveyronnaise, avant de déclarer l'offre du repreneur « pas crédible » ?

« Renault impose sa stratégie à l'État. C'est ce que raconte ce film. C'est ce que j'ai pu constater, commente la réalisatrice. Je n'imaginai pas que les donneurs d'ordre – c'est comme ça qu'on appelle les constructeurs à Bercy, la Macronie est une langue – avaient autant de pouvoir. »

Il n'est pas besoin pour ces derniers de tordre le bras des ministres. Ceux-ci « sont dans un dogme qui les pousse à s'aligner sur tout ce que dira le grand constructeur, poursuit la cinéaste. Ensuite, ils vont communiquer, ils vont trouver la stratégie de communication qui ira le mieux avec cet alignement ».

Le film poursuit son chemin sous forme de projections, et sur France3

Sans surprise, le documentaire n'a pas plu à Agnès Pannier-Runacher, invitée à le visionner avant sa diffusion pour s'assurer qu'aucun secret économique n'y était dévoilé. « Elle m'a dit que c'est avec ce genre de films qu'on fait le lit des extrêmes », indique la réalisatrice.



La réalisatrice Hélène Desplanques présente le documentaire aux ex-salariés de la SAM, qui occupent l'usine. © Photo Nicolas Cheviron pour Mediapart

Sollicité par l'AFP après **une première projection**, le 10 décembre, devant les ex-salariés des Fonderies du Poitou à Châtellerauld, le cabinet de la ministre a expliqué que celle-ci avait « joué la carte de la transparence en ouvrant les portes du ministère » et estimé que « le documentaire passe sous silence des succès ». « Chaque dossier de restructuration est une mission difficile, pas toujours couronnée de succès, et la filière automobile souffre plus que d'autres », ajoute-t-il.

Le film n'en poursuivra pas moins son chemin. Sous forme de projections, à Saint-Claude dans le Jura, pour les 272 ouvriers de l'usine MBF Aluminium **en liquidation**, puis dans un village de l'Oise. Mais

aussi à la télévision, dans une version légèrement raccourcie : après être passé sur **Public Sénat**, le film sera diffusé sur France 3 Île-de-France le 4 janvier, puis sur France 3 Hauts-de-France fin janvier.

Quant aux ouvriers de la SAM, ils sont résolus à poursuivre l'occupation de leur usine pendant les fêtes et au-delà, pour conserver un levier de pression dans la négociation qui va s'ouvrir autour de leur reclassement. Ex-délégué interministériel en charge de la restructuration industrielle, Jean-Pierre Floris a été nommé lundi par l'État et la région Occitanie pour accélérer dans le bassin de Decazeville la mission « choc industriel » lancée l'été dernier.

L'ancien cadre de Saint-Gobain a **indiqué** au quotidien *Centre Presse* qu'il espérait « avoir une situation claire pour la fin du mois de janvier » concernant les offres d'emploi disponibles dans un rayon de 20 kilomètres. Ses commentaires à l'issue d'une brève visite, mardi, de l'usine SAM – 19 minutes pour inspecter au pas de course un site de 24 000 mètres carrés, indique la CGT – auguraient mal, cependant, de la suite de sa mission.



Projection du documentaire « Le ministère » devant les ex-salariés de la SAM, qui occupent l'usine. © Photo Nicolas Cheviron pour Mediapart

« C'est certain que les performances industrielles ne sont pas à la hauteur de ce qu'on peut attendre d'une usine plus moderne », a confié Jean-Pierre Floris à

Centre Presse, appelant les ex-salariés à « passer à autre chose » et à faire « un effort collectif ». « Si j'avais une appréciation à apporter sur la gestion de cette société jusque-là, ce serait un avis réservé », a-t-il ajouté.

Lors du débat qui a suivi la projection, David Gistau, agent de production SAM et secrétaire départemental de la CGT, a rappelé l'avenir qui attendait ses camarades, celui de droits rognés par « une réforme abjecte de l'assurance-chômage ». Réforme **définitivement validée** le jour même de la projection.

« Depuis des décennies, ce sont les mêmes politiques industrielles basées sur l'idée de faire le plus de fric possible. Ce sont les grands groupes qui façonnent nos vies et nos territoires. Ces gens ne pensent pas comme nous », a souligné le syndicaliste, avant de regretter que, par dépit, certains ouvriers aient brûlé leur carte d'électeur : « Les choses ne pourront bouger que par une prise de conscience collective, elles ne pourront bouger que par le vote. »

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.